

Appel à communications

Colloque international

Les (contre-)mobilisations autour des énergies renouvelables : actions collectives, savoirs citoyens et enjeux démocratiques

Organisé par le Laboratoire interdisciplinaire des énergies de demain (LIED)
dans le cadre du projet MobEnergies

En collaboration avec CITERES, TREE et l'axe 2 du GIS Démocratie & Participation

11 et 12 juin 2026

Université Paris Cité
Amphi Buffon, 15 rue Hélène Brion, 75013 Paris

Ce colloque porte sur les articulations entre mobilisations autour des énergies renouvelables, savoirs citoyens et enjeux démocratiques, en prenant en compte les questions de production, de distribution et de consommation d'énergie renouvelable. Il vise à analyser ensemble deux types de mobilisations, en faveur ou à l'encontre des énergies renouvelables, dans un contexte où le déploiement des infrastructures censées concrétiser la « transition énergétique » s'accélère. Nous faisons l'hypothèse que ces deux catégories de collectifs, qui sont en général étudiées séparément, ne sont pas forcément imperméables entre elles.

D'une part, les recherches en sciences sociales montrent un intérêt croissant pour les « **communautés énergétiques locales** », ces regroupements de personnes physiques ou morales investies dans un projet de production et/ou de consommation d'énergie renouvelable. Des travaux en science politique, sociologie de l'action publique et géographie portent ainsi sur des collectifs citoyens comme les coopératives énergétiques, les centrales villageoises et diverses formes d'associations (Debizet, Pappalardo, 2021 ; Wokuri, 2024). Malgré leur place limitée voire marginale dans le développement des énergies renouvelables, ces communautés énergétiques locales sont appréhendées dans la littérature internationale comme des acteurs essentiels de la transition énergétique et du développement d'une « **démocratie énergétique** » (Becker, Naumann, 2017 ; Szulecki, 2018 ; van Veelen, van der Horst, 2018), « en raison de leur capacité supposée à procurer aux citoyens un moyen de participation à la gestion du système énergétique, à prendre en compte les besoins sociaux en rapport avec l'énergie et à générer des bénéfices socioéconomiques » (Blanchet, Herzberg, 2019 : 143). Les recherches, plus récentes dans le contexte français, s'intéressent notamment à la gouvernance des collectifs (Pappalardo, 2021 ; Maître, 2021), aux épreuves qu'ils traversent pour mettre en place un modèle de transition énergétique alternatif (Assié 2021 ; Fontaine 2021) et au rôle des plateformes de financement participatif dans l'essor de ces mobilisations (Nadaï et al., 2025). Les pratiques d'autoconsommation collective, en pleine expansion, sont également analysées, notamment lorsqu'elles visent une redistribution locale de l'électricité selon un principe de solidarité (Grassart, Sébert, 2025). Des débats scientifiques émergent sur les formes

démocratiques des communautés, leurs dimensions territoriales et les mutations des modèles économiques et de l'organisation de la filière énergétique. L'attention aux dynamiques territoriales, présente dans l'analyse d'expériences pionnières (Forget, 2013 ; Yalçin-Riollet et al., 2014 ; Fontaine et Labussière, 2019), reste toutefois limitée, et peu de chercheur·es spécialistes de l'analyse sociologique de l'engagement et des mouvements sociaux se sont intéressés à ces collectifs énergétiques citoyens, contrairement aux mobilisations contre les énergies renouvelables.

D'autre part, un ensemble de travaux portent sur les contre-mobilisations énergétiques **qui s'opposent à des infrastructures d'énergie renouvelable**, dans les pays du Nord (Zografos, Martínez-Alier, 2009 ; Argenti, Knight, 2015 ; Franquesa, 2018 ; Dechézelles, 2019) comme du Sud global (Zarate Toledo, Fraga, 2016 ; Ávila-Calero, 2017 ; Ulloa, 2018 ; Dunlap, 2019). Davantage ancrées dans la sociologie de l'action collective et l'anthropologie, ces recherches s'intéressent aux répertoires d'action des opposant·es, à leurs régimes argumentatifs et aux différents cadrages visant à dénoncer le bien fondé de certains modes de production énergétique ou de projets spécifiques. Par exemple, l'essor d'une cause « anti-éolien » en France oscille entre un cadrage conservateur et technosolutionniste, qui décrédibilise l'option éolienne pour louer les vertus d'autres systèmes énergétiques comme le nucléaire, et un autre « alternatif » inscrivant cette cause dans la lutte globale contre le « capitalisme vert » et l'extractivisme néocolonial (Dechézelles, 2023). Les analyses portent notamment sur les arguments de portée politique, comme celui du « déni de démocratie », quand les citoyen·nes mobilisés et les mouvements autochtones reprochent aux entreprises privées et aux pouvoirs publics un manque de transparence et l'absence de concertation avec les principaux concernés. Les opposant·es à certaines infrastructures d'énergie renouvelable élaborent parfois des projets énergétiques alternatifs, pour que la production soit contrôlée et détenue par les populations locales, éventuellement dans une optique d'autoconsommation collective. Dans certaines zones, déjà largement soumises aux logiques de prédition foncière, de pollution ou d'extraction intensive des matières premières (souterraines ou aériennes), le déploiement des injonctions aux énergies renouvelables constitue un cadre dans lequel se rejouent des dynamiques anciennes d'aménagement hétéronome du territoire – en particulier en Amérique du Sud (Alonso Serna, 2022 ; Ruggeri, Garrido, 2021 ; Dunlap, 2019).

Qu'il s'agisse de la promotion ou de la contestation des énergies renouvelables, ces mobilisations articulent souvent plusieurs éléments de discours : l'accès à l'énergie, la participation des populations aux décisions et à la maîtrise de l'aménagement du territoire, les retombées socioéconomiques des infrastructures énergétiques sur les communautés locales, l'insertion des modes de production énergétique dans l'économie productive, la place de l'énergie dans les consommations, et plus largement le type de société désirée. Il en va de même des ressorts de pratique, combinant traduction de convictions idéologiques, appétit pour les rencontres et la sociabilité, recherche d'espaces de visibilité, de classement social en dehors du professionnel et du résidentiel, et de notabilisation. L'objectif de ce colloque est de faire dialoguer des recherches qui s'inscrivent dans plusieurs perspectives disciplinaires en sciences sociales : la sociologie de l'action publique et de l'action collective, la science politique, l'anthropologie, la géographie, l'économie, l'étude des sciences et des techniques, ou encore l'histoire. **Il s'agit d'interroger les proximités et les différences entre les mobilisations en faveur ou à l'encontre des énergies renouvelables, du point de vue des ressorts et des pratiques d'engagement, des savoirs mobilisés et des effets de ces mobilisations.**

Les communications peuvent porter sur différents types d'énergie renouvelable (solaire, éolien, hydroélectricité, biomasse, méthanisation, géothermie, etc.), en s'intéressant à des collectifs citoyens mobilisés sur la production, la distribution et/ou la consommation d'énergie et/ou la planification des politiques énergétiques, à des contre-mobilisations énergétiques et/ou à des alternatives en termes de production d'énergie, par exemple dans des collectifs alternatifs

comme les ZAD. Les propositions devront reposer sur des enquêtes empiriques, en explicitant la méthodologie et les cas étudiés. La diversité des terrains, dans les pays industrialisés comme dans ceux du Sud global, est bienvenue, comme les regards socio-historiques, afin de saisir la variation des formes que prennent les discours, les pratiques d’engagement et les effets des (contre-)mobilisations énergétiques dans le temps et dans l'espace. Les communications s'inscriront dans l'un (ou plusieurs) des quatre axes suivants.

Axe 1. Profil sociopolitique des participant·es, facteurs et pratiques d’engagement

Il s’agira de définir les caractéristiques sociales et politiques des personnes mobilisées dans les projets citoyens d’énergie renouvelable et/ou les contre-mobilisations énergétiques. Une attention particulière sera portée aux rapports sociaux à l’œuvre dans ces collectifs, en termes notamment de classe sociale, de genre et d’âge. Les travaux existants sur les collectifs citoyens producteurs d’énergie renouvelable et/ou d’autoconsommation collective montrent qu’ils sont majoritairement composés d’hommes, à la retraite ou proches de la retraite, avec une forte appétence et/ou des compétences sur les questions techniques en raison de leur profession et/ou de leurs pratiques personnelles, tandis que les militant·es anti-éoliens constituent des collectifs plus hétérogènes incluant différents groupes sociaux et parfois des populations autochtones et minorisées. Le colloque vise à approfondir la comparaison des profils des individus et des groupes qui s’investissent dans ces différents types de mobilisation, en interrogeant les distinctions entre anti et pro énergies renouvelables et en analysant les circulations d’argumentaires et de pratiques d’un type de mobilisation à l’autre – par exemple, quand des porteurs de projets citoyens d’énergie renouvelable s’opposent à des infrastructures exclusivement portées par des entreprises privées peu soucieuses des communautés locales ou lorsque des opposant·es à des projets industriels élaborent des projets énergétiques alternatifs. L’analyse portera également sur la diversité des raisons et des manières de s’engager en faveur ou à l’encontre des énergies renouvelables ou de certains projets énergétiques, en fonction des profils des personnes mobilisées et des configurations locales. Il s’agira ainsi d’analyser la diversité des discours des (contre-)mobilisations sur l’énergie, mais aussi des pratiques d’engagement et des modes d’action. L’étude de ces modalités d’action pourra inclure les pratiques sociales préalables et concomitantes à des mobilisations pour ou contre les énergies renouvelables, à l’instar des formes de sociabilités et des réseaux socionumériques. Pour les collectifs qui portent des projets dits citoyens, le besoin (ou non) de devenir actionnaire du projet pour être associé à la prise de décision le concernant pourra être interrogé, ainsi que l’usage des plateformes qui facilitent la mise en place de cet actionnariat participatif. Il sera particulièrement intéressant d’analyser la place des élu·es et des collectivités territoriales, du côté des pros comme des contempteurs des projets liés aux énergies renouvelables, ainsi que le rôle des intermédiaires de l’action publique comme entrepreneurs de cause (conseillers énergie-architecture, agences d’urbanisme, organisations professionnelles, etc.). L’étude du « qui » couplée à celle du « comment » permettra sans doute des lectures alternatives à l’analyse en termes d’« acceptabilité sociale » qui s’appliquerait indifféremment à toutes et tous.

Axe 2. Savoirs citoyens, compétences et processus d’apprentissage

Cet axe vise à qualifier les savoirs et compétences, abstraites et pratiques, que mobilisent les individus et les groupes investis en faveur ou à l’encontre des énergies renouvelables, en fonction de leurs profils et de leurs expériences personnelles, professionnelles ou politiques antérieures. Les communications pourront s’intéresser aux reconversions, dans les projets d’énergie renouvelable, de compétences techniques acquises dans la sphère professionnelle ou militante, et à l’acquisition de compétences en se mobilisant. La place des ingénieries et de la

notion de projet est à interroger, en raison de son importance tant dans les initiatives citoyennes de production d'énergie renouvelable que dans les oppositions aux projets. Des proximités et des différences pourront être repérées avec d'autres formes d'engagement, par exemple sur l'urbanisme participatif marqué par une diversité de savoirs d'usage, professionnels et militants (Nez, 2015) ou les mouvements écologistes qui ont historiquement développé des formes d'expertise et de contre-expertise (Ollitrault, 2001), notamment contre le nucléaire (Topçu, 2013). Il s'agira d'étudier les formes de valorisation et d'éventuelles hiérarchisations entre les savoirs mobilisés, en interrogeant tout particulièrement la prise en compte des savoirs des populations autochtones et minorisées. Comment certains individus ou groupes parviennent-ils à faire valoir leur point de vue sur un sujet marqué par une forte technicité et dans quelle mesure cette technicité des débats constitue-t-elle un facteur d'exclusion d'autres publics ? La mobilisation du droit, dans le cadre notamment de recours juridiques, et de compétences sur les régulations publiques dans le domaine de l'énergie pourront être interrogées, tout comme le recours à des expertises extérieures (offertes ou rémunérées) de la part des collectifs citoyens. Les opérations de montée en généralité, communes aux soutiens et aux opposants·es des projets énergétiques renouvelables, pourront en particulier être appréciées à l'aune de leurs articulations à différents types de cadrage repérables. En outre, les lectures alternatives à l'acronyme usuel de « Nimby » seront particulièrement bienvenues (Wolsink, 2000 ; Devine-Wright, 2005, 2009). Les interactions, hybridations et confrontations entre les savoirs mobilisés par les citoyen·nes au cours de ces (contre-)mobilisations et ceux des expert·es scientifiques et techniques (au sein des pouvoirs publics, des entreprises privées et du milieu académique) pourront être analysées. Auprès de qui ou de quoi les citoyen·nes, en particulier les non-expert·es de par leur profession passée, puisent-ils leur (contre-)expertise ? Comment les expert·es attitrés, par exemple les ingénieur·es, voient-ils leurs métiers et compétences transformés par la prise en compte du consentement des populations locales ?

Axe 3. Effets des (contre-)mobilisations sur les territoires, les engagements et les politiques énergétiques

L'enjeu de cet axe est d'avoir une compréhension globale des effets des projets « citoyens » d'énergie renouvelable et des contre-mobilisations énergétiques, en s'intéressant notamment aux spatialités et aux temporalités. Quels sont les effets de ces projets, non seulement du point de vue de la production énergétique, mais aussi des retombées socio-économiques sur les territoires ? La dimension « citoyenne » de certains projets de production, de distribution et/ou de consommation d'énergie renouvelable pourra être interrogée, ainsi que le concept de « démocratie énergétique » qui a souvent été abordé dans les travaux anglophones de manière normative, en soulignant les effets positifs des expériences ainsi labellisées et en passant sous le silence les tensions et conflits (Blanchet, Herzberg, 2019). Quelle est la place des citoyens dans l'élaboration, le financement et la gouvernance de ces projets ? Les rapports de pouvoir relatifs aux décisions sur les enjeux énergétiques se trouvent-ils modifiés ? Les (contre-)mobilisations autour des énergies renouvelables permettent-elles d'ouvrir le débat sur les options énergétiques des politiques locales et nationales ? Produisent-elles des projets différents des projets classiques, qui seraient plus modestes et se distinguerait du point de vue des options techniques, de l'inscription paysagère ou de la prise en compte de la biodiversité ? On s'intéressera également aux effets de ces mobilisations sur les formes de participation et d'engagement, en suivant les trajectoires des individus et des collectifs qui y prennent part. Qu'est-ce que change la mise en forme récente de la question énergétique comme question politique à partir du climat, de la biodiversité, des ressources naturelles, par rapport à la mise en forme en termes d'indépendance nationale qui caractérisait les années 1970-1980, puis en termes d'inégalités sociales dans les années 1990-2000 ? Quelles sont les relations entre

d'une part, les durées et les échelles des mobilisations sur les enjeux énergétiques et, d'autre part, les modalités de l'engagement ? Quelles sont les interactions entre les mobilisations locales et les contextes nationaux ? Quels sont les effets de l'ancrage territorial de ces mobilisations, qui se développent souvent en milieu rural, sur les formes de mobilisation ? Quel est le rôle des réseaux internationaux et des réseaux socionumériques dans la diffusion de ces (contre-)mobilisations ? Les effets d'un type de mobilisation sur l'autre pourront également être interrogés : les projets citoyens d'énergie renouvelable font-ils l'objet de moins de contestations que les infrastructures énergétiques portées par des entreprises privées ? Que se passe-t-il quand des mobilisations émergent contre des projets énergétiques citoyens ? Les opposant·es à certains types ou projets d'énergie renouvelable peuvent-ils aussi s'investir dans des projets citoyens d'énergie renouvelable ? Les (contre-)mobilisations énergétiques sont-elles susceptibles de renforcer la position des gouvernements locaux, qui peuvent être peu outillés pour faire face aux multinationales et aux gouvernements nationaux, et de promouvoir une production décentralisée de l'énergie ? Les analyses s'attachant au caractère historique et dynamique des mobilisations seront particulièrement appréciées pour aider à préciser les contours empiriquement observables de ce que la formule française de « transition énergétique » laisse d'évidence imaginer comme doux et continu.

Axe 4. Méthodes d'enquête pour analyser les (contre-)mobilisations énergétiques

Ce dernier axe vise à repérer ce qui est particulier, d'un point de vue méthodologique, aux mobilisations autour des énergies renouvelables. On pourra notamment interroger le potentiel des comparaisons sur différents plans : entre les mobilisations pour et contre les énergies renouvelables, entre les (contre-)mobilisations portant sur différents types d'énergie renouvelable, entre les mobilisations sur les énergies renouvelables et celles sur les énergies fossiles ou nucléaires, entre différentes échelles de territoires – comparaisons infranationales et internationales, entre les pays du Nord et du Sud global – ou encore entre différentes périodes historiques. L'enjeu est également d'analyser ce que l'étude des (contre-)mobilisations sur les énergies renouvelables signifie dans le contexte international actuel, marqué par une montée des extrêmes-droites et des politiques de *backlash* écologique favorisant l'essor des énergies fossiles et des formes accrues de répression, de criminalisation et de brutalisation des mobilisations sur les enjeux écologiques et énergétiques. Des réflexions pourront ainsi être menées sur les conditions de réalisation, d'indépendance et de financement de la recherche sur un plan éthique, scientifique et politique, en prenant notamment en compte la question de l'accès aux données lorsqu'elles sont en partie contrôlées par des entreprises publiques et privées sur la question de l'énergie. L'interdisciplinarité ou la pluridisciplinarité au sein des sciences sociales et entre sciences sociales et sciences expérimentales pourra également être développée, en montrant ce qu'elle apporte à la compréhension des (contre-)mobilisations énergétiques, des savoirs citoyens et du recours à des expertises scientifiques, ainsi que des enjeux démocratiques sur la « transition énergétique ». Des propositions pluridisciplinaires entre sciences sociales et sciences expérimentales sont ainsi bienvenues.

Modalités de contribution

Les propositions de communication, d'une longueur d'une à deux pages, comprendront un titre, l'affiliation institutionnelle et la discipline de l'auteur·e ou des auteur·es. Elles présenteront l'objet de recherche, le questionnement proposé en lien avec l'appel à communications, l'axe ou les axes dans lequel ou lesquels la communication s'inscrit prioritairement, les terrains d'étude et la méthodologie employée. Il est possible de proposer une communication classique et/ou sous la forme d'un poster.

Les propositions devront être envoyées, en format pdf, **le 25 janvier 2026** au plus tard à mobenergies@gmail.com. La décision du comité scientifique sera notifiée aux auteur·es à la mi-février 2026. Les textes des communications devront parvenir au comité d'organisation pour le **11 mai 2026** et seront destinés aux discutant·es des différentes sessions.

La langue du colloque sera principalement le français, mais les communications pourront se faire en anglais pour les intervenant·es qui se sentent plus à l'aise dans cette langue.

Le colloque aura lieu jeudi 11 juin et vendredi 12 juin 2026 à l'Université Paris Cité sur le Campus des Grands-Moulins (Amphi Buffon, 15 rue Hélène Brion, 75013 Paris). Le jeudi et le vendredi matin seront ouverts au public, le vendredi après-midi sera réservé à une discussion entre les communicant·es et discutant·es sur les suites éditoriales du colloque. Une ou plusieurs publications sont envisagées pour valoriser les communications et discussions.

La participation se fera uniquement en présentiel, il n'y a pas de visioconférence prévue, mais les présentations et les débats seront filmés, sous réserve de l'accord des participant·es.

Les frais de restauration sont pris en charge pour les deux jours du colloque (déjeuners du jeudi et vendredi, dîner du jeudi). Les frais de déplacement et d'hébergement sont à la charge des participant·es. Dans la mesure du possible, un défraiement du transport pourra être proposé, en particulier aux doctorant·es et post-doctorant·es, si leurs institutions de rattachement ne peuvent financer leur déplacement.

Comité d'organisation : Héloïse Nez (Université Paris Cité, LIED), Stéphanie Dechézelles (Université de Pau et des pays de l'Adour, TREE), Patrice Melé (Université de Tours, CITERES), Nesta Kaba (Université Paris Cité, LIED), Thibault Téranian (Université de Pau et des pays de l'Adour, TREE).

Comité scientifique : Simone Abram (Durham University), Laurence Bherer (Université de Montréal), Martin Hendel (ESIEE, LIED), Sabina Issehnane (Université Paris Cité, LIED), Pierre Fournier (Université d'Aix-Marseille, MESOPOLHIS), Charlotte Halpern (Sciences Po Paris, CEE), Olivier Labussière (PACTE, Grenoble), Antoine Maillet (Universidad de Chile), Leny Patinaux (Université de Limoges, GEOLAB), Pierre Wokuri (Sciences Po Rennes, ARENES), Benjamin Tejerina (Universidad del País Vasco), Catherine Villard (Université Paris Cité, LIED), Yann Fournis (Université du Québec à Rimouski).

Références citées

Alonso Serna Lourdes (2022), “Land Grabbing or Value Grabbing? Land Rent and Wind Energy in the Isthmus of Tehuantepec, Oaxaca”, *Competition & Change*, n° 26, vol. 3-4, p. 487-503.

Argenti Nicolas, Knight Daniel M. (2015), “Sun, wind, and the rebirth of extractive economies: renewable energy investment and metanarratives of crisis in Greece”, *Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 21, n° 4, p. 781-802.

Assié Arnaud (2021), « Refaire de l'énergie, les épreuves de porteurs de projets “citoyens” dans la production d'électricité », *Flux*, vol. 126, n° 4, p. 26-38.

Ávila-Calero Sofia (2017), “Contesting energy transitions: wind power and conflicts in the Itshmus of Tehuantepec”, *Journal of Political Ecology*, n° 24, p. 992-1012.

Becker Sören, Naumann Matthias (2017), “Energy democracy: Mapping the debate on energy alternatives”, *Geography Compass*, vol. 11, n° 8.

Blanchet Thomas, Herzberg Carsten (2019), « Les enjeux démocratiques de la transition énergétique territoriale : enquête sur la coopérative énergétique citoyenne de Iéna », *Lien social et Politiques*, n° 82, p. 139-157.

Dechézelles Stéphanie (2023), *Bataille rangée sur le front éolien. Sociologie des contre-mobilisations énergétiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Dechézelles Stéphanie (2019), « Être du coin, défendre ses lieux. L'autochtonie protestataire dans l'engagement contre l'éolien de grande taille en France », in Stéphanie Dechézelles et Maurice Olive (dir.), *Politisation du proche. Les lieux familiers comme espaces de mobilisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 239-260.

Debizet Gilles, Pappalardo Marta (2021), « Communautés énergétiques locales, coopératives citoyennes et autoconsommation collective : formes et trajectoires en France », *Flux*, vol. 126, n° 4, p. 1-13.

Devine-Wright Patrick (2009), “Rethinking NIMBYism: the role of place attachment and place identity in explaining place-protective action”, *Journal of Community & Applied Social Psychology*, vol. 19, p. 426-441.

Devine-Wright Patrick (2005), “Beyond NIMBYism: towards an integrated framework for understanding public perceptions of wind energy”, *Wind energy*, vol. 8, n° 2, p. 125-139.

Dunlap Alexandre (2019), *Renewing destruction. Wind development, conflict and resistance in a Latin American Context*, Lanham, Rowman & Littlefield International.

Fontaine Antoine (2021), « Expérimenter une transition énergétique coopérative : épreuves et innovations territoriales collectives autour d'un projet de “centrale photovoltaïque villageoise” (Rhône-Alpes, France) », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 29, n° 1, p. 36-45.

Fontaine Antoine, Labussière Olivier (2019), “Community-based solar projects: sun-sharing politics and collective resource construction trials”, *Local Environment*, vol. 24, n° 11, p. 1015-1034.

Forget Marie (2013), « Politiques publiques de l'énergie solaire et compétences territoriales : l'exemple des centrales villageoises photovoltaïques », *Annales historiques de l'électricité*, vol. 11, n° 1, p. 57-72.

Franquesa Jaume (2018). *Power struggles. Dignity, value, and the renewable energy frontier in Spain*. Bloomington : Indiana University Press.

Grassart Clotilde, Sébert Adèle (2025), « Écologiser et socialiser la production et la consommation d'électricité ? », *AOC Media*, 10 octobre.

Maître Rémi (2021), « L'initiative de nouvelle économie sociale d'Enercoop dans le secteur électrique : incidences de l'holocratie dans la coopérative régionale de Midi-Pyrénées », *Flux*, vol. 126, n° 4, p. 39-51.

Nadaï Alain, Grouiez Pascal, Assié Arnaud (2025), “Assembling renewable energy resources: materiality, financing and territorialisation”, *Finance and Space*, vol. 2, n° 1, p. 95-115.

Nez Héloïse (2015), *Urbanisme : la parole citoyenne*, Lormont, Le bord de l'eau.

Ollitrault Sylvie (2001), « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, p. 105-130.

Pappalardo Marta (2021), « La gouvernance des communautés énergétiques, entre pratiques de l'espace et dynamiques de pouvoir », *Espaces et sociétés*, vol. 1, n° 182, p. 55-71.

Ruggeri Emilia, Garrido Santiago (2021), “More renewable power, same old problems? Scope

and limitations of renewable energy programs in Argentina”, *Energy Research & Social Science*, vol. 79, p. 102-161.

Szulecki Kacper (2018), “Conceptualizing energy democracy”, *Environmental Politics*, vol. 27, n° 1, p. 21-41.

Topçu Sezin (2013), *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*, Paris, Seuil.

Ulloa Astrid (2018), “Paisajes de desolación y abandono: temporalidades de los desechos de los parques eólicos en territorios indígenas en América Latina”, *Ecología Política*, n° 68, p. 19-27.

Van Veelen Bregje, van der Horst Dan (2018), « What Is Energy Democracy? Connecting Social Science Energy Research and Political Theory », *Energy Research & Social Science*, vol. 46, p. 19-28.

Wokuri Pierre (2024), *Une énergie verte et démocratique ? Les projets coopératifs d'énergie renouvelable au Danemark, en France et au Royaume-Uni*, Bordeaux, Le bord de l'eau.

Wolsink Maarten (2000), “Wind power and the NIMBY-myth: institutional capacity and the limited significance of public support”, *Renewable Energy*, vol. 21, n° 1, p. 49-64.

Yalçın-Riollet Melike, Garabuau-Moussaoui Isabelle, Szuba Mathilde (2014), “Energy autonomy in Le Mené: A French case of grassroots innovation”, *Energy Policy*, n° 69, p. 347-355.

Zarate Toledo Ezequiel, Fraga Julia (2016), “La política eólica mexicana: Controversias sociales y ambientales debido a su implantación territorial. Estudios de caso en Oaxaca y Yucatán”, *Trace*, n° 69, p. 65-95.

Zografos Christos, Martínez-Alier Joan (2009), “The politics of landscape value: a case study of wind farm conflict in rural Catalonia”, *Environment and Planning A*, vol. 41, n° 7, p. 1726-1744.